

Georges WILLARD

M. Georges Willard

AGEN, le 22 Décembre 1940.

Chez le Docteur G. L.  
Villa "Marguerite"

Boulevard Eug. Pelletan Prolongé  
AGEN (L.&G.)

Bâtonnier <sup>Paris</sup>  
M. Michant

A Monsieur le BATONNIER de l' ORDRE DES  
AVOCATS DE LA COUR D'APPEL

PALAIS DE JUSTICE

PARIS

S/C de Monsieur le GARDE des SCEAUX, Secrétaire d'Etat,  
Ministre de la Justice

Monsieur le Bâtonnier,

Je vous serais profondément obligé de bien vouloir,  
d'urgence, adresser les copies certifiées conformes par vous  
de toutes les pièces de mon dossier, en lettre recommandée, par  
avion, à Mr. le Procureur Général près la Cour d'Appel de DAKAR  
(A.O.F.). Je m'engage d'ailleurs à vous rembourser les frais  
exposés.

J'ai l'honneur d'appartenir depuis 7 ans à votre  
Barreau.

Tous mes ascendants, jusqu'à la Révolution de 1789  
(limite personnelle de mes recherches) sont Français. Mon père  
est né à MULHOUSE (Ht-Rhin), mon grand-père et les ancêtres de  
celui-ci à Rixheim, près Mulhouse (Ht-Rhin). Du côté maternel  
ma famille est originaire de Saverne (Bas-Rhin) et de Chambrai  
(Moselle). Mon grand père maternel fit, en 1870 le siège de Paris  
en tant que garde mobile ; et l'un de ses ascendants fut à  
Saverne lors de la Révolution, fonctionnaire des douanes.

Habitant en 1918 Mulhouse, je fus réintégré de plein  
droit dans la nationalité Française. Je ne puis vous fournir la  
preuve matérielle par la production des actes de naissances, les  
livres d'état civil se trouvant en Alsace et Lorraine, territoires  
placés sous le contrôle exclusif des autorités occupantes. Cepen-  
dant, j'affirme ces faits sur la foi de ma parole d'avocat et  
d'officier de réserve.

/....

pièces remises à G. L. le 13/12/40  
par G. Willard. Confin voyage  
à Vichy

10/9/40

Mobilisé dès le 2 septembre 1939, comme adjudant, j'ai terminé la guerre comme Sous-Lieutenant, après avoir rompu volontairement, 6 jours avant sa fin, le 11 juin 1940, un congé de convalescence pour rejoindre mon poste à Saint-Dizier, près Troyes. En août 1940, j'étais démobilisé et réside depuis lors en zone non occupée où je n'ai pas exercé d'activité professionnelle .

Je vous prie, Monsieur le Bâtonnier, d'agréer l'hommage de mon profond respect.

*W. L. L.*

Georges WILLARD

Chez le Docteur G.L.  
Villa "Marguerite"  
Boulevard Eug. Pelletan prolongé

AGEN (Lot-et-Gne)

Agen, le 22 Décembre 1940

Monsieur le GARDE DES SCEAUX,  
Secrétaire d'Etat  
Ministre de la Justice,

A  
Avocat à la Cour d'Appel, ayant demeuré avant la guerre, 7 rue Marcel Renault à PARIS (17°), je viens de poser ma candidature aux fonctions d'avocat défenseur à ABIDJIAN (Côte d'Ivoire).

Je ne tiens pas à retourner à Paris quant à présent pour diverses raisons personnelles, dont l'une est le fait qu'Alsacien, j'ai plusieurs proches parents portant mon nom qui, après avoir déserté en 1914-1918 des rangs des Armées Allemandes se sont engagés dans l'Armée Française où ils ont encore combattu en 1939/1940.

Tous mes ascendants connus sont français .

J'ai été mobilisé comme adjudant et ai terminé la guerre comme Sous-Lieutenant. J'ai d'ailleurs rompu volontairement le 11 juin, 6 jours avant son expiration, un congé de convalescence passé à Paris pour rejoindre mon poste à Saint-Dizier.

Obligé de reprendre une activité, je vous serais très obligé de bien vouloir, dans la mesure du possible, simplifier et accélérer les formalités nécessaires à ma nomination.

Je me permets de vous adresser sous ce pli une lettre destinée à mon bâtonnier, aux fins de transmission.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le GARDE des SCEAUX, l'hommage de mes sentiments très profondément respectueux.

*Willard*

PARQUET  
DE LA COUR D'APPEL  
DE PARIS

Paris, le

193

SECTION CIVILE

N° 19-GDS-Circ.40-R.P.Civ.

( 64 )

Le Procureur Général près la Cour d'Appel de Paris

à Monsieur le Bâtonnier de l'Ordre des Avocats

à la Cour d'Appel de Paris,

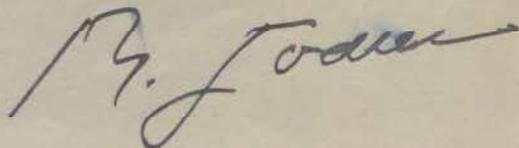
J'ai l'honneur de vous faire  
parvenir la lettre ci-jointe qui a été transmise  
à Monsieur le Garde des Sceaux par:

Me Georges WILLARD,

avocat au Barreau de Paris, résident actuellement  
en zone libre, au sujet de sa situation eu égard  
aux dispositions de la loi du 10 septembre 1940  
sur la profession d'avocat.

Veillez agréer, Monsieur le  
Bâtonnier, l'assurance de ma haute considération.

LE PROCUREUR GENERAL,



C O P I E

de l'extrait du registre des personnes réintégrées de  
plein droit dans la qualité de Français en exécution  
du Traité de Paix du 28 Juin 1919.

---

COMMUNE DE MULHOUSE (Haut Rhin)

N° 2119IV 5

M. WILLARD Georges

né à Mulhouse

le 18 aout 1908

Le 31 Décembre 1920

Le Maire

signé: A.WOLFF

Certifié conforme

signé: illisible

Contrôle n°565

Frs 9,60

Adjoint

le 16 Février 1931

Paris, le 1er Juillet 1941.

Monsieur le Procureur Général,

En réponse à la lettre L/C - Service Central-  
que m'a adressée Monsieur le Procureur de la République  
le 21 juin 1941, je m'empresse de vous informer que  
M. Georges Raphael Willard, demeurant à Paris, 7 rue  
Marcel Renault est inscrit au Tableau à la date du 11 mai  
1934, et qu'il exerce honorablement la profession.

Veillez agréer, Monsieur le Procureur Général,  
l'assurance de ma haute considération.

Le Bâtonnier de l'Ordre,

L/C

*M. G. Willard*

N° 3

Paris, le 21 JUIN 1941

PARQUET  
DU  
TRIBUNAL  
DE  
PREMIERE INSTANCE  
DU  
DÉPARTEMENT DE LA SEINE

LE PROCUREUR DE LA REPUBLIQUE

à Monsieur le Bâtonnier de l'Ordre des  
Avocats à la Cour d'Appel de Paris

SECTION

Service Central

N°

RAPPELER LE NUMÉRO

*Cy. honoreth*  
*Willard*  
*repondu à M. G. F.*

M. le Procureur Général, Chef du service  
judiciaire à DAKAR m'a fait connaître que M. Georges  
VILLARD, avocat à la Cour d'Appel de Paris, domicilié  
7 rue Marcel Renault a sollicité sa nomination aux fonc-  
tions d'avocat-défenseur en Afrique Occidentale Française.

J'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien  
me donner votre appréciation sur l'attitude, la valeur  
professionnelle et l'activité de Me VILLARD et votre avis  
sur le mérite de cette candidature.

Veillez agréer, Monsieur le Bâtonnier,  
l'assurance de ma haute considération.

LE PROCUREUR DE LA REPUBLIQUE,

Le Substitut  
du Service Central

*A. Jeanniot*